

Kapitel III — *Aufhebungs- und Schlußbestimmungen*

Art. 7 - Der Ministerielle Erlaß vom 20. Mai 1983 zur Anwendung von Artikel 11 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Sozialhilfezentren gewährten Hilfeleistungen, abgeändert durch den Ministeriellen Erlaß vom 13. Juni 1989, wird aufgehoben.

Art. 8 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Februar 1995 in Kraft.
Brüssel, den 30. Januar 1995

Der Minister der Sozialen Eingliederung, der Volksgesundheit und der Umwelt

J. SANTKIN

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 november 1996.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 novembre 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

[S - C - 96/29389]

F. 96 — 2729

**22 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, modifié par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1994 déterminant la procédure d'octroi ou de retrait de reconnaissance ainsi que celle relative au classement en catégories et à l'octroi de subventions aux Centres culturels;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 établissant le modèle type de contrat-programme et fixant la procédure de sa conclusion, prévus à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 septembre 1995;

Vu l'avis du Ministre du Budget du Gouvernement de la Communauté française, donné le 22 janvier 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 22 juillet 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— le décret : le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, modifié par le décret du 10 avril 1995;

— l'Administration : la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

— l'inspection : l'Inspection générale de la Culture et de la Communication;

— le Ministre : le Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

— la Commission : la Commission consultative des Centres culturels visée par le décret;

— le Centre : le Centre culturel.

CHAPITRE II. — Procédure d'octroi de reconnaissance et de classement en catégories

Art. 2. § 1er. En application de l'article 10, alinéa 1er, du décret, les Centres culturels locaux sont classés en quatre catégories : catégorie 1, catégorie 2, catégorie 3 et catégorie 4. Les Centres culturels régionaux sont classés en trois catégories : catégorie 1, catégorie 2 et catégorie 3.

Ces catégories sont établies selon la grille des critères ci-annexée.

Chaque Centre culturel est classé dans l'une de ces catégories pour une période de quatre ans. Lorsqu'une période probatoire est prévue, celle-ci est incluse dans la période des 4 ans.

§ 2. En vue de permettre au Ministre de reconnaître et de classer un Centre culturel dans une des catégories visées au § 1^{er} du présent article, le Centre est tenu de déposer auprès de l'Administration et sous les formes que celle-ci prescrit, un dossier de demande de reconnaissance et de classement comportant :

- 1° les éléments visés à l'article 12 du décret;
- 2° les éléments visés par les critères déterminés à l'annexe du présent arrêté;
- 3° un projet de contrat-programme tel qu'établi par l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995.

§ 3. Si le dossier est incomplet, l'Administration notifie au centre demandeur le refus d'acceptation de la demande, et indique les éléments manquants, pour permettre la prise en considération de la demande. Dès réception du dossier complet, l'Administration envoie au Centre culturel un avis de prise en considération de la demande comprenant les noms et adresses de l'Inspecteur chargé d'établir le rapport visé à l'alinéa 4 du présent paragraphe.

A partir de cette date, le Centre est tenu d'informer l'Inspecteur des dates et lieux de ses activités publiques, de lui fournir tous les documents, convocations et procès-verbaux des séances, de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et du Conseil culturel ainsi que les publications adressées aux membres et à la population.

Un rapport est établi par l'Inspection dans les trois mois qui suivent l'avis de prise en considération de la demande.

§ 4. A l'issue des dispositions prévues aux articles 14 et 15 du décret, l'Administration transmet au Ministre le dossier complet de la demande, accompagné d'une proposition de reconnaissance et de classement.

§ 5. Le Ministre notifie au Centre sa décision de le reconnaître et de le classer dans l'une des catégories visées à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté, sous réserve de la signature du contrat-programme.

Au plus tard dans les quatre mois qui suivent cette notification, les parties concernées signent le contrat-programme.

A défaut d'accord des parties durant ce délai, la reconnaissance n'est pas octroyée.

§ 6. Lorsqu'un Centre culturel demande une première reconnaissance, le Ministre peut, en application de l'article 16 du décret, imposer au Centre culturel une période probatoire en le rattachant à l'une des catégories visées à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté.

Le Ministre notifie au Centre la durée de la période probatoire, le relevé des conditions éventuellement manquantes à l'octroi de la reconnaissance et du classement et le montant de l'aide spécifique forfaitaire.

Les parties concernées ne signent pas de contrat-programme pour la période probatoire.

Cette période est renouvelable une seule fois, sans pouvoir dépasser deux ans.

A défaut de rencontrer les conditions de reconnaissance et les critères de classement au terme de cette nouvelle période, la demande de reconnaissance ne peut être prise en considération. Le Ministre notifie au Centre son refus de reconnaissance.

Art. 3. § 1^{er} Le classement de chaque Centre est renouvelé dans l'une ou l'autre des catégories précitées à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté, à l'issue et pour des périodes de quatre années.

A cette fin, le Centre culturel est tenu d'introduire un dossier de demande de classement et un nouveau projet de contrat-programme un an avant l'échéance de la période en cours. Ce dossier doit être introduit dans les formes prévues à l'article 2, § 2, du présent arrêté.

§ 2. Lorsqu'un Centre culturel reconnu adresse une demande de modification de classement en vertu de l'article 3, § 1^{er}, du présent arrêté, le Ministre peut en application de l'article 16 du décret imposer un classement pour une période probatoire.

Le Ministre notifie la durée de la période probatoire, le relevé des conditions manquantes à l'octroi du nouveau classement et le montant de l'aide forfaitaire relative à ce changement de catégorie.

Les parties concernées signent dans un délai de 4 mois après la notification visée à l'alinéa, précédent un contrat-programme, qui, outre le contenu défini dans le modèle type de contrat-programme, précise la durée de la période probatoire, les propositions permettant de remédier aux manquements et le montant forfaitaire de l'aide spécifique de la période.

A défaut de remplir les dites conditions au terme de la période probatoire, le Centre est automatiquement classé dans la catégorie dans laquelle il se trouvait au moment de la demande de renouvellement. Le Ministre notifie au Centre sa décision.

Dans ce cas et au plus tard dans les trois mois qui suivent le terme de la période probatoire, les parties établissent des avenants au contrat-programme en cours qui concrétisent ce classement.

CHAPITRE III. — Suspension de l'octroi des subventions, déclassement, et retrait de reconnaissance

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque, conformément à l'article 18 du décret, le Ministre constate le non-respect par un Centre culturel des dispositions du décret ou de ses arrêtés d'application, il peut, en vertu de l'article 32 du décret, prononcer une suspension de l'octroi des subventions ou, en vertu de l'article 13 du décret, prononcer un déclassement ou un retrait de reconnaissance.

L'Administration adresse préalablement au Centre une mise en demeure.

§ 2. Si, dans les trois mois, le Centre n'a pas satisfait à la mise en demeure, l'Administration, sur la base d'un rapport motivé de l'Inspection, transmet, aux instances visées à l'article 13 du décret le dossier de proposition de déclassement ou du retrait de reconnaissance, et au Ministre un dossier de proposition de suspension de l'octroi des subventions.

Le Centre est informé de cette proposition et est invité à prendre, à titre conservatoire, les mesures de gestion appropriées. Il peut demander à être entendu par la Commission avant que celle-ci formule son avis.

§ 3. La suspension de l'octroi des subventions est prononcée par le Ministre, après avis de la Commission, s'il estime qu'il est possible que le Centre puisse satisfaire à la mise en demeure moyennant un certain délai et aux conditions qui seront notifiées aux intéressés. Ce délai ne peut dépasser deux ans.

Pendant la période de suspension, la subvention peut être partiellement maintenue afin de répondre aux obligations de l'employeur découlant de la législation du travail auxquelles le Centre concerné doit satisfaire.

Au-delà de cette période, si les conditions n'ont pas été respectées, le déclassement ou le retrait de reconnaissance est prononcé.

§ 4. Le déclassement est prononcé par le Ministre, après avis des différentes instances visées à l'article 13 du décret. Le Ministre notifie au Centre la catégorie dans laquelle il est reclassé.

Le déclassement porte sur la période restante du contrat-programme en cours. Les parties établissent des avenants au contrat-programme en cours qui concrétisent le nouveau reclassement.

§ 5. Le retrait de reconnaissance est prononcé par le Ministre, après avis des différentes instances visées à l'article 13 du décret.

Art. 5. Un Centre culturel qui a fait l'objet d'un retrait de reconnaissance ne peut introduire une nouvelle demande de reconnaissance que deux ans au plus tôt après la prise de cours du retrait.

CHAPITRE IV. — Les subventions

Art. 6. Dans les limites des crédits budgétaires de la Communauté française, une subvention annuelle est accordée à chaque Centre culturel selon sa catégorie.

Elle représente une intervention dans les charges de personnel, de fonctionnement et d'activités.

Les montants des subventions annuelles aux Centres culturels locaux sont :

- en catégorie 4 : 1 000 000,- frs;
- en catégorie 3 : 2 000 000,- frs;
- en catégorie 2 : 3 000 000,- frs;
- en catégorie 1 : 4 000 000,- frs.

Les montants de base pour les subventions annuelles aux Centres culturels régionaux sont :

- en catégorie 3 : 5 000 000,- frs;
- en catégorie 2 : 10 000 000,- frs;
- en catégorie 1 : 17 000 000,- frs.

A dater du 1er janvier 1996, pour autant que la croissance du budget de la Communauté franc, aise le permette, ces subventions seront augmentées.

Art. 7. En vertu de l'article 10, 2°, du décret, pour chaque catégorie de Centre culturel, la charge représentant le coût du personnel permanent devra représenter au moins 50 % des charges ordinaires de l'institution.

En vertu de l'article 10, 3°, du décret, pour chaque catégorie de Centre culturel, le cadre minimum de personnel d'animation représentera au moins 50 % de la masse salariale du personnel permanent et devra comprendre un animateur-directeur à temps plein.

Art. 8. § 1er. En application de l'article 26, § 1er, dernier alinéa, du décret, sont prises en compte les contributions financières des pouvoirs publics associés à un Centre culturel, déduction faite des charges facturées par ces pouvoirs au Centre.

§ 2. Dans la valorisation des aides en service, sont pris en compte :

- le personnel;
 - les biens et services courants;
 - les loyers et amortissements immobiliers, sauf refus motivé du Ministre ayant la Culture dans ses attributions.
- Au moment du renouvellement du contrat-programme, pour être reconnu dans la même catégorie la valorisation des aides en service concernant

- * le personnel
- * les biens et services courants

doit être au moins égale à celle qui correspond au contrat-programme arrivé à échéance, sauf dérogation du Ministre ayant la Culture dans ses attributions.

§ 3. La valorisation des aides financières et en service apportées annuellement par les pouvoirs publics figure dans un document en annexe du compte d'exploitation de l'exercice et est accompagné des règles de calcul qui la fondent.

§ 4. Les pouvoirs publics associés tiennent à la disposition de l'Administration toutes les pièces justificatives permettant à celle-ci de contrôler sur place des aides concernées.

Art. 9. La liquidation des subventions dont il est question à l'article 6 du présent arrêté, ainsi que celles visées à l'article 16, alinéa 2, du décret se fera en deux tranches :

- une première tranche de 85 % dans le courant du premier trimestre de l'année civile;
- le solde, dès que le Centre aura fourni à l'Administration les documents annuels justificatifs prévus à l'article 31 du décret.

Art. 10. Sur avis de l'Inspection, l'Administration propose au Ministre d'octroyer, dans les limites des crédits budgétaires de la Communauté française, des subventions exceptionnelles en application de l'article 28 du décret. Le caractère exceptionnel de la manifestation culturelle doit être démontré par le Centre culturel qui sollicite la subvention. Ces subventions devront être justifiées par le bénéficiaire en présentant les pièces justificatives auprès de l'Administration.

Ces subventions exceptionnelles seront liquidées en deux tranches :

- la première tranche de 85 %, au moment de la décision;
- la deuxième tranche de 15 %, sur présentation des pièces justificatives.

Elles ne peuvent être accordées plus d'une fois par semestre à un même Centre culturel.

Art. 11. Sur l'avis de l'Inspection, l'Administration propose au Ministre d'octroyer, dans les limites des crédits budgétaires de la Communauté française, des subventions d'équipement ou d'aménagement en application de l'article 30, alinéa 1^{er} et 2, du décret. Ces subventions ne peuvent couvrir plus de 60 % de la dépense consentie par le bénéficiaire en présentant les pièces justificatives auprès de l'Administration.

Ces subventions seront liquidées en deux tranches :

- la première tranche de 85 %, au moment de la décision;
- la deuxième tranche de 15 %, sur présentation des pièces justificatives.

Ces subventions ne peuvent être accordées plus d'une fois par an pour un même Centre culturel.

Art. 12. En application de l'article 30, alinéa 3, du décret, dans les limites des crédits budgétaires de la Communauté française, le Ministre octroie au Centre culturel nouvellement reconnu, une subvention forfaitaire de premier établissement d'un montant de :

- 300 000,- francs pour les Centres culturels locaux;
- 500 000,- francs pour les Centres culturels régionaux.

Ces subventions sont destinées à concourir aux frais d'établissement, d'installation et de premier aménagement du Centre. Elles devront être justifiées par le bénéficiaire en présentant les pièces justificatives auprès de l'Administration.

Elles seront liquidées en deux tranches :

- la première tranche de 85 %, au moment de la décision;
- la deuxième tranche de 15 %, sur présentation des pièces justificatives.

Ces subventions ne seront accordées qu'une fois et pour autant que le Centre culturel n'ait pas bénéficié d'une subvention de premier établissement dans le cadre de l'arrêté royal du 5 août 1970.

Art. 13. Le rapport en deux exemplaires prévu à l'article 31 du décret, que les Centres culturels reconnus doivent fournir annuellement pour conserver leur reconnaissance, doit comprendre notamment :

- la composition des organes de l'association et de son personnel;
- toute information relative à des modifications de statuts.

Un des deux exemplaires du rapport doit être fourni à l'Inspecteur du ressort.

Art. 14. § 1er. Le bilan, le compte d'exploitation et le budget sont élaborés conformément au plan comptable fourni par l'Administration.

§ 2. Lorsque l'Administration constate que le bilan du Centre comporte des déficits reportés, elle peut imposer le retour à l'équilibre par un plan d'apurement établi dans le cadre du contrat-programme soumis pour approbation au Ministre. En cas de refus de ce plan ou de non-respect de ce contrat-programme, l'Administration soumet au Ministre la proposition de suspension de l'octroi de la subvention régulière, de déclassement ou de retrait de reconnaissance.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1994 déterminant la procédure d'octroi ou de retrait de reconnaissance ainsi que celle relative au classement en catégories et à l'octroi de subventions aux Centres culturels est abrogé.

Art. 16. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juillet 1996.
Bruxelles, le 22 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Annexe

Grille de critères pour le classement des centres culturels

INTRODUCTION

L'ensemble des critères doivent être évalués à la lumière des articles 2, 3 et 26 du décret et se basent notamment sur les indications précisées à l'article 10 et 10bis.

Missions de l'article 2 et 3 :

- Le développement socio-culturel d'un territoire déterminé dans un souci de démocratie culturelle.
- C'est à dire l'ensemble des activités destinées à réaliser des projets culturels et de développement communautaire fondés sur la participation active du plus grand nombre.

— Avec une attention particulière aux personnes les plus défavorisées.

Pour les Centres culturels locaux, on tiendra compte en plus de l'article 6 du décret.

Pour les Centres culturels régionaux des articles 7, 8 et 9 du décret.

Pour évaluer l'ensemble de l'action du Centre culturel, on tiendra compte des axes spécifiques prioritaires du programme déterminé dans le contrat-programme et d'une description du milieu socio-culturel du territoire considéré prévue à l'article 12 du décret afin de mettre en rapport les intentions et la réalité du milieu avec les réalisations.

Dans la mesure où le contrat-programme s'effectuera sur quatre ans, on tiendra compte de la faculté du Centre culturel à programmer des objectifs à moyen terme comme critère qualitatif.

Complémentairement à l'appon conjugué des pouvoirs publics, le Centre culturel sera évalué sur sa capacité d'autonomie et donc sur sa recherche de ressources propres.

Les critères de la présente grille ne sont pas à envisager de façon autonome, ils sont à interpréter comme des indicateurs de "niveau".

Ils doivent être croisés et pris en compte globalement pour évaluer un projet de développement culturel de la population dans un territoire.

Un autre élément de critère qualitatif sera constitué des indicateurs d'évaluation mis en place par le Centre culturel.

Les Centres culturels doivent en principe remplir l'ensemble des missions prévues par le décret avec des spécificités justifiées par l'analyse du milieu et les priorités collectives des porteurs du projet.

Critères	Centres culturels locaux - catégories			
	4	3	2	1**
Missions et activités	Aide Service	Mise à la disposition de matériel et de locaux	Mise à la disposition de matériel et de locaux. Aide technique.	Mise à la disposition de services et d'outils techniques performants, y compris la formation par du personnel qualifié. Service d'info. Locaux diversifiés et équipés.

Critères	Centres culturels locaux - catégories			
	4	3	2	1**
Diffusion Mise en valeur du patrimoine	Programme occasionnel de diffusion d'œuvres.	Programme régulier de diffusion d'œuvres pour des publics différenciés. Animation promotionnelle	Programme important de diffusion d'œuvres de qualité. Ouverture sur l'art contemporain.* Pédagogie de l'accès aux œuvres. †	
Ed. perm. Identités Formation	Organisation d'activité d'information	Organisation d'activités structurées d'information en rapport avec des problématiques portées par des groupes de la population	Idem +. Actions de formation développées avec des groupes sur des objectifs. Actions d'information → prise de conscience et citoyenneté responsable	
Création	Aide aux groupes d'amateurs pour leur permettre d'améliorer leurs performances	Idem + Accueil de groupes de création	Créations d'œuvres de qualité professionnelle ou accueil groupes de création professionnel + amateurs Création aboutissement d'une action et/ou en corrélation avec le contexte spécifique	
Créativité et expression	Ateliers de loisirs actifs dans une perspective de perfectionnement aux publics diversifiés. Activités de relance sociale concerne les critères : créativité et communication.	Idem mais en y intégrant des éléments de projet.		
Communication Promotion	Ecriture Promotion des activités calendrier des activités des associations.	Ecriture Idem → paraissent plus régulièrement, de qualité professionnelle, large diffusion Relations avec d'autres média.	Ecriture Journal de qualité de promotion et d'articles de fond-participation des publics. Production de documentation Audio-visuelle programmation de qualité en co-production.	

* Public autre que scolaire.

* Elargissement à des publics inhabituels.

** La catégorie 1 est caractérisée par l'ensemble des critères de la catégorie 2 approfondis par le décloisonnement et la cohérence du projet.

	4	3	2	1
Co-production partenariats participation	Plus les activités sont élaborées en co-production avec plusieurs partenaires, plus elles seront qualifiées d'un indice supérieur. Qualité de la coopération avec les Centres culturels régionaux.		On ira donc de la simple collaboration à la structuration de réseau de solidarité. Idem	
Implantation	Implantation Rayonnement et décentralisation limités.	Travail décentralisé sur la commune Idem. (les anciennes communes fusionnées). Quartiers et groupes sociaux diversifiés.		
Institution participation et démocratie	a) A.S.B.L. : le pluralisme ne concerne pas que les tendances idéologiques mais aussi les groupes sociaux, (les publics défavorisés, âge, sexe, origine étrangère) des <u>modes culturels</u> (artistique, sociale, scientifique, etc.). <u>Présences dans les instances</u> Participation effective des membres au sein des instances	Fonctionnement dynamisé Participation diversifiée	Représentation diversifiée des groupes sociaux et participation régulière des membres aux réunions démocratie active dans le fonctionnement des instances.	
groupes programme	b) Conseil culturel Fonctionnement régulier d'une instance démocratique minimum (10 membres)	+ Fonctionnement de groupes de travail	Conseil culturel ouvert à des participants et compétents composés de groupes de travail qui se concertent pour proposer un commun.	

	4	3	2	1
<p>c) Fonctionnement démocratique des instances (AG, CA, bureau, C.C.) Plus le Centre culturel est le lieu des institutions (y compris l'Echevinat de la culture) et des associations de l'entité pour le développement d'une action culturelle concertée, plus il est qualifié d'un indice supérieur.</p>				
Participation des autres pourvoirs publics	<p>Commune : <u>subsidés directs</u> Au minimum : permettre l'engagement d'un animateur directeur et le fonctionnement.</p> <p><u>Aides indirectes</u></p>	<p>Respect des arrêtés d'application et circulaires.</p>		
millions	<p>Province : <u>subsidés directs</u> <u>aides indirectes</u></p> <p>L'ensemble doit être égal à un million</p>	<p>L'ensemble doit au moins être égal à deux millions</p>	<p>L'ensemble doit au moins être égal à trois millions</p>	<p>Quatre</p>
<p>Infrastructure</p> <p><u>Mises à la disposition du Centre culturel</u></p>				
- Locaux permanents	<p>Au minimum 1 bureau et 1 salle de réunion</p>	<p>des bureaux + salles polyvalentes</p>	<p>Salle de spectacle aménagée + salles de ateliers - bureaux</p>	<p>salles de réunions</p>
- Locaux mis à la disposition du C.C. par priorité				
- Locaux mis occasionnellement à la disposition du C.C.				

Critères	Centres culturels locaux - catégories		
	3	2	1
Missions et activités	<p>Aide Service</p> <p>Mise à la disposition de services et d'outils techniques performants, y compris la formation par du personnel qualifié. Service d'info. Locaux diversifiés et équipés.</p>	<p>Organisation d'un circuit décentralisé.</p>	
	<p>Diffusion</p> <p>Mise en valeur du patrimoine</p>	<p>Programme important de diffusion d'œuvres de qualité. Ouverture sur l'art contemporain.* Pédagogie de l'accès aux œuvres.</p>	<p>Organisation d'un circuit de diffusion en partenariat avec les C.C.L. et les communes de l'arrondissement. Proposition d'outils pédagogiques et d'animation.</p>
Ed. perm. Identités Formation	<p>Actions d'information et de formation développées avec des groupes sur des objectifs.</p> <p>→ prise de conscience et citoyenneté responsable.</p>	<p>Structure de formation pour les responsables sociaux et culturels de l'arrondissement organisée en partenariat.</p>	
Création	<p>Créations d'œuvres de qualité professionnelle ou accueil de groupes de créations + amateurs. Création : aboutissement d'une action et/ou en corrélation avec le contexte spécifique.</p>		

Critères	Centres culturels locaux - catégories		
	3	2	1
Créativité et expression Activité de	Idem que pour les Centres culturels locaux. reliance sociale concerne les critères: créativité et communication.		Soutien logistique ou en formation des initiatives en matières de créativité.
Communi- cation Promotion	Ecrit Journal de qualité de promotion et d'articles de fonds - participation des publics. Production de documentation. Audio-visuelle programmation de qualité en co-production.		Intégration de l'information régionale et diffusion élargie en partenariat. Centre de documentation en partenariat avec les bibliothèques. Eventuellement, production d'émissions avec les T.V.C.
Co-production partenariats participation	En vertu de l'article 8 du décret, développement d'un projet d'action régionale en partenariat. Structuration de réseaux de solidarité.		

* Public autre que scolaire.

* Elargissement à des publics inhabituels.

	3	2	1
Implantation	Importance du rayonnement, de la décentralisation et du réseau.		
Institution	A.S.B.L.: le pluralisme ne concerne pas que les tendances idéologiques mais aussi les groupes sociaux, (les publics défavorisés, âge, sexe, origine étrangère), des <u>modes culturels</u> (artistique, sociale, scientifique, etc).		
participation	<u>Présences dans les instances</u>		
et	Pluralisme diversifié et participation régulière des membres aux réunions et démocratie dans le fonctionnement des instances.		
démocratie	> 25% des communes de l'arrondissement	> 40% des communes de l'arrondissement	60% < des communes
culturel.	<u>Conseil culturel</u> ouvert à des personnes et des groupes participants et compétents composés de groupes de travail qui se concertent pour proposer un programme commun. Démocratie dans le fonctionnement. Plus le Centre culturel est le lieu privilégié de la concertation des associations et institutions culturelles de la « Ville-mère » et de l'organisation d'un réseau avec les autres communes et les Centres culturels locaux de l'arrondissement, plus il sera qualifié.	Présence de personnes ou de groupes des communes de l'arrondissement	Structure régionale du Conseil
Participation des autres pouvoirs publics	Commune: <u>subsidés directs</u> <u>Respect des arrêtés d'application et circulaires.</u>	-	-
	<u>Aides indirectes</u> Province: <u>subsidés directs</u> <u>aides indirectes</u>	-	-
	L'ensemble des interventions doit être égal à l'intervention financière de la Communauté française.		

	3	2	1
Infrastructure			
Mises à la disposition du Centre culturel			
- Locaux permanents	Salle de spectacle aménagée + salles de réunions ateliers - bureaux		
- Locaux mis à la disposition du C.C. par priorité			
- Locaux mis occasionnellement à la disposition du C.C.			

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 96 — 2729

[S - C - 96/29389]

**22 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995;

Gelet op het besluit van 13 juli 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de procedure voor de toekenning of de intrekking van de erkenning alsook van de procedure betreffende de rangschikking in categorieën en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;

Gelet op het besluit van 15 mei 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot opstelling van het model van programma-overeenkomst en tot bepaling van de procedure van haar afsluiting, bepaald in artikel 10bis van het decreet van 28 juli 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 september 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 januari 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 22 juli 1996 genomen beslissing.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

— het decreet : het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995;

— het Bestuur : de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

— de Inspectie : de Algemene Inspectie van Cultuur en Communicatie;

— de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort;

— de Commissie : de Adviescommissie voor de culturele centra bedoeld bij het decreet;

— het Centrum : het Cultureel Centrum.

HOOFDSTUK II. — De procedure tot erkenning en rangschikking in categorieën

Art. 2. § 1. In toepassing van artikel 10, lid 1, van het decreet, worden de lokale culturele centra in vier categorieën gerangschikt: categorie 1, categorie 2, categorie 3 en categorie 4. De regionale culturele centra worden in drie categorieën gerangschikt: categorie 1, categorie 2 en categorie 3.

Deze categorieën worden bepaald volgens het in bijlage gevoegde criteriarooster.

Elk cultureel centrum wordt in een van deze categorieën gerangschikt voor een periode van vier jaar. Wanneer een proefperiode voorzien is, is deze in de periode van de 4 jaren inbegrepen.

§ 2. Om de Minister in de mogelijkheid te stellen een cultureel centrum te erkennen en het in een van de in § 1 van dit artikel bedoelde categorieën te rangschikken, is het Centrum ertoe verplicht bij het Bestuur en in de vormen die het Bestuur voorhoudt een dossier in te dienen tot verzoek voor erkenning en rangschikking waarin zijn vervat :

1° de in artikel 12 van het decreet bedoelde gegevens;

2° de in de criteria bedoelde gegevens die als bijlage bij dit besluit zijn bepaald;

3° een ontwerp van programma-overeenkomst zoals opgesteld bij besluit van de Regering van 15 mei 1995.

§ 3. Indien het dossier onvolledig is, geeft het Bestuur aan het centrum dat erom verzoekt kennis van de weigering de aanvraag in te willigen en vestigt de aandacht op de ontbrekende gegevens om zodoende gevolg aan de aanvraag te kunnen geven.

Zodra het Bestuur over het volledig dossier beschikt, stuurt het een bericht aan het cultureel centrum waarin wordt medegedeeld dat de aanvraag zal worden onderzocht en waarin de namen en adressen van de Inspecteurs belast met het opmaken van het verslag bedoeld bij lid 4 van deze paragraaf worden vermeld.

Vanaf deze datum is het Centrum ertoe verplicht de Inspecteur op de hoogte te houden van de data en de plaatsen waar publieke activiteiten worden uitgeoefend, hem alle documenten, oproepingsbrieven en notulen van de vergaderingen van de Algemene Vergadering, de Raad van Bestuur en de Cultuurraad te bezorgen alsook de publicaties gericht tot de leden en de bevolking.

De Inspectie stelt een verslag op binnen de drie maanden die volgen op het bericht waarin wordt medegedeeld dat de aanvraag zal worden onderzocht.

§ 4. Zodra de bij de artikelen 14 en 15 van het decreet voorziene bepalingen zijn nageleefd, laat het Bestuur het volledig dossier van de aanvraag, samen met een voorstel tot erkenning en rangschikking aan de Minister geworden.

§ 5. De Minister geeft aan het Centrum kennis van zijn beslissing om het te erkennen en het te rangschikken in een van de bij artikel 2 § 1 van dit decreet bedoelde categorieën, onder voorbehoud van de ondertekening van de programma-overeenkomst.

Uiterlijk binnen de vier maanden die volgen op deze mededeling, ondertekenen de betrokken partijen de programma-overeenkomst.

Komen de partijen binnen deze termijn niet tot een akkoord, dan wordt de erkenning niet toegekend.

§ 6. Wanneer een cultureel Centrum een eerste erkenning aanvraagt, kan de Minister, in toepassing van artikel 16 van het decreet, een proefperiode opleggen door het Centrum in een van de categorieën bedoeld bij artikel 2, § 1, van dit besluit onder te brengen.

De Minister geeft aan het Centrum kennis van de duur van de proefperiode, van de lijst van de eventueel ontbrekende voorwaarden voor de toekenning van en de rangschikking en van het bedrag van de specifieke forfaitaire toelage.

De betrokken partijen ondertekenen geen programma-overeenkomst voor de proefperiode.

Deze periode is één maal verlengbaar, zonder een periode van twee jaren te mogen overschrijden.

Indien het centrum op het einde van deze nieuwe periode niet aan de voorwaarden voor de erkenning en aan de criteria voor de rangschikking kan voldoen, kan de aanvraag tot erkenning niet in acht worden genomen. De Minister geeft aan het Centrum kennis van zijn weigering van erkenning.

Art. 3. § 1. De rangschikking van ieder centrum wordt hernieuwd in een van de categorieën voornoemd in artikel 2, § 1, van dit besluit, na het verstrijken van en voor periodes van vier jaar.

Daartoe is het cultureel Centrum ertoe verplicht één jaar vóór het vervallen van de lopende periode een dossier tot aanvraag van de rangschikking en een nieuw ontwerp van programma-overeenkomst in te dienen. Dit dossier moet ingediend worden in de vormen voorzien bij artikel 2, § 2, van dit besluit.

§ 2. In geval een erkend cultureel Centrum een aanvraag tot wijziging van de rangschikking indient krachtens artikel 3 § 1 van dit besluit, kan de Minister, in toepassing van artikel 16 van het decreet, een rangschikking voor een proefperiode opleggen.

De Minister geeft kennis van de duur van de proefperiode, van de lijst van de ontbrekende voorwaarden voor de toekenning van de nieuwe rangschikking en van het bedrag van de forfaitaire toelage in verband met deze wijziging van categorie.

De betrokken partijen ondertekenen binnen een termijn van 4 maanden na de bekendmaking bedoeld in het vorig lid, een programma-overeenkomst, die naast de in het type-model van programma-overeenkomst bepaalde inhoud, de duur van de proefperiode, de voorstellen die toelaten de tekortkomingen te verhelpen en het bedrag van de specifieke toelage in de periode nader bepaalt.

Voldoet het centrum op het einde van de proefperiode niet aan bedoelde voorwaarden, dan wordt het vanzelf in de categorie gerangschikt waarin het zich bevond op het ogenblik van de aanvraag tot hernieuwing. De Minister geeft aan het Centrum kennis van zijn beslissing.

In dat geval en uiterlijk binnen de drie maanden na het verstrijken van de proefperiode, stellen de partijen aanhangsels bij de lopende programma-overeenkomst op, die deze rangschikking concretiseren.

HOOFDSTUK III. — *Schorsing van de toekenning van de toelagen, declassering en intrekking van de erkenning*

Art. 4. § 1. Wanneer, overeenkomstig artikel 18 van het decreet, de Minister vaststelt dat een cultureel centrum de bepalingen van het decreet of de toepassingsbesluiten ervan niet naleeft, kan hij, krachtens artikel 32 van het decreet, een opschorting van de subsidiëring of krachtens artikel 13 van het decreet, een declassering of een intrekking van de erkenning uitspreken.

Het Bestuur stuurt vooraf een ingebrekestelling aan het Centrum.

§ 2. Indien het Centrum binnen de drie maanden aan deze ingebrekestelling geen gevolg geeft, zendt het Bestuur op basis van een met redenen omkleed verslag van de Inspectie aan de in artikel 13 van het decreet bedoelde instanties het dossier waarin een declassering of een intrekking van de erkenning wordt voorgesteld en aan de Minister een dossier waarin de opschorting van de toekenning van de toelagen wordt voorgesteld.

Het Centrum wordt op de hoogte gebracht van dit voorstel en wordt ertoe aangezet, ter bewaring, de gepaste maatregelen inzake beheer te treffen. Het Centrum kan vragen om door de Commissie gehoord te worden vooraleer deze laatste haar advies uitbrengt.

§ 3. De schorsing van de subsidiëring wordt door de Minister beslist, na advies van de Commissie, indien hij van oordeel is dat het Centrum kan voldoen aan de ingebrekestelling, mits inachtneming van een bepaald termijn en volgens de voorwaarden die aan betrokkenen zullen medegedeeld worden. Deze termijn mag niet langer zijn dan twee jaar.

Gedurende de schorsingsperiode kan de uitbetaling van de toelage gedeeltelijk behouden blijven, om te kunnen beantwoorden aan de verplichtingen van de werkgever voortvloeiend uit de wetgeving op de arbeid, waaraan het betrokken Centrum moet voldoen.

Na deze periode wordt de declassering of de intrekking van de erkenning uitgesproken, indien de voorwaarden niet werden nageleefd.

§ 4. De declassering wordt door de Minister uitgesproken na advies van de verschillende instanties bedoeld bij artikel 13 van het decreet. De Minister geeft aan het Centrum kennis van de categorie waarin het terecht komt na reclassering.

§ 5. De intrekking van de erkenning wordt door de Minister uitgesproken na advies van de verschillende instanties bedoeld bij artikel 13 van het decreet.

Art. 5. Een cultureel centrum waarvan de erkenning werd ingetrokken, kan slechts ten vroegste twee jaar nadat de intrekking is ingegaan, opnieuw erkend worden.

HOOFDSTUK IV. — De toelagen

Art. 6. Binnen de perken van de begrotingsmiddelen van de Franse Gemeenschap, wordt een jaarlijkse toelage toegekend aan elk cultureel centrum in functie van zijn categorie.

Dit is een toelage voor de personeels-, werkings- en activiteitenlasten.

De bedragen van de jaarlijkse toelagen aan de lokale culturele centra zijn als volgt vastgesteld :

- in categorie 4 : 1 000 000 frank;
- in categorie 3 : 2 000 000 frank;
- in categorie 2 : 3 000 000 frank;
- in categorie 1 : 4 000 000 frank.

De basisbedragen voor de jaarlijkse toelagen aan de regionale culturele centra zijn als volgt vastgesteld :

- in categorie 3 : 5 000 000 frank;
- in categorie 2 : 10 000 000 frank;
- in categorie 1 : 17 000 000 frank.

Vanaf 1 januari 1996, voor zover de stijging van de begroting van de Franse Gemeenschap het mogelijk maakt, worden deze toelagen verhoogd.

Art. 7. Krachtens artikel 10, 2°, van het decreet, moet de last die overeenstemt met de personeelskosten, voor elke categorie van cultureel centrum, gelijk zijn aan ten minste 50 % van de gewone lasten van de instelling.

Krachtens artikel 10, 3°, van het decreet moet het minimale kader van het animatiepersoneel, voor elke categorie van cultureel centrum, overeenstemmen met ten minste 50 % van de loonmassa van het vast personeel en een animator-directeur met voltijdse betrekking bevatten.

Art. 8. § 1. In toepassing van artikel 26, § 1, laatste lid van het decreet, worden de financiële bijdragen van de overheid ten voordele van een cultureel centrum, na aftrek van de lasten die door deze machten aan het centrum worden aangerekend, in aanmerking genomen.

§ 2. In de valorisatie van de toelagen voor de dienst, komen in aanmerking :

- het personeel,
- de gewone goederen en diensten

— het huurgeld en de onroerende aflossingen, behoudens gemotiveerde weigering van de Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort.

Op het ogenblik van de hernieuwing van de programma-overeenkomst, moet de valorisatie van de toelagen voor de dienst betreffende

- het personeel
- de gewone goederen en diensten

om in dezelfde categorie te worden erkend, ten minste gelijk zijn aan deze die overeenstemt met de programma-overeenkomst die komt te vervallen, behoudens afwijking van de Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort.

§ 3. De valorisatie van de financiële tegemoetkomingen en toelagen voor de dienst die jaarlijks door de overheid worden bezorgd, is te vinden in een bescheid als bijlage bij de exploitatierekening van het dienstjaar waarbij de regels voor de berekening die deze valorisatie verantwoordt zijn gevoegd.

§ 4. De geassocieerde overheidsbesturen houden al de bewijsstukken ter beschikking van het Bestuur waarmee dit Bestuur betrokken tegemoetkomingen ter plaatse kan controleren.

Art. 9. De toelagen waarvan sprake in artikel 6 van dit besluit alsook deze bedoeld bij artikel 16, lid 2 van dit decreet worden in twee schijven uitbetaald :

- een eerste schijf van 85 % in de loop van het eerste trimester van het burgerlijk jaar;
- het saldo, zodra het Centrum aan het Bestuur de in artikel 31 van het decreet bedoelde jaarlijkse bewijsstukken heeft bezorgd.

Art. 10. Op advies van de Inspectie, doet het Bestuur, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen van de Franse Gemeenschap, aan de Minister het voorstel uitzonderlijke toelagen toe te kennen in toepassing van artikel 28 van het decreet. Het uitzonderlijk karakter van de culturele manifestatie moet bewezen worden door het cultureel centrum dat de toelage aanvraagt. Deze toelagen moeten door de begunstigde verantwoord worden door de bewijsstukken bij het Bestuur over te leggen.

Deze uitzonderlijke toelagen worden in twee schijven uitbetaald :

- de eerste schijf van 85 %, op het ogenblik van de beslissing;
- de tweede schijf van 15 %, op voorlegging van de bewijsstukken.

Zij mogen niet meer dan eenmaal per semester aan eenzelfde centrum worden toegekend.

Art. 11. Op advies van de Inspectie, stelt het Bestuur aan de Minister voor, binnen de perken van de begrotingsmiddelen van de Franse Gemeenschap, uitrustings- of inrichtingstoelagen toe te kennen in toepassing van artikel 30, leden 1 en 2 van het decreet. Deze toelagen mogen niet meer dan 60 % van de uitgave dekken die door het Centrum wordt besteed mits voorlegging van de bewijsstukken aan het Bestuur.

Deze toelagen worden in twee schijven uitbetaald :

- de eerste schijf van 85 %, op het ogenblik van de beslissing;
- de tweede schijf van 15 %, op voorlegging van de bewijsstukken.

Deze toelagen mogen niet meer dan één maal per jaar aan eenzelfde cultureel centrum worden toegekend.

Art. 12. In toepassing van artikel 30, lid 3, van het decreet, kent de Minister aan het pas erkende cultureel centrum binnen de perken van de begrotingsmiddelen van de Franse Gemeenschap, een vaste toelage voor eerste vestiging tot ten belope van :

- 300 000 frank voor de lokale culturele centra;
- 500 000 frank voor de regionale culturele centra.

Deze toelagen zijn bestemd voor de bijdrage in de kosten voor vestiging, installatie en eerste inrichting van het centrum. Zij moeten door de begunstigde verantwoord worden door overlegging van de bewijsstukken bij het Bestuur.

Deze toelagen worden in twee schijven uitbetaald :

- de eerste schijf van 85 %, op het ogenblik van de beslissing;
- de tweede schijf van 15 %, op voorlegging van de bewijsstukken.

Deze toelagen worden slechts eenmaal toegekend en voor zover het cultureel centrum geen toelage voor eerste inrichting heeft gekregen in het kader van het koninklijk besluit van 5 augustus 1970.

Art. 13. In het verslag in twee exemplaren bedoeld bij artikel 31 van het decreet, dat de culturele centra jaarlijks moeten overleggen om hun erkenning te handhaven, moeten onder meer de volgende inlichtingen voorkomen :

- de samenstelling van de organen van de vereniging en haar personeel;
- elke inlichting betreffende statutenwijzigingen.

Een van beide exemplaren van het verslag moet aan de Inspecteur van het ambtsgebied worden bezorgd.

Art. 14. § 1. De balans, de exploitatierekening en de begroting worden opgemaakt overeenkomstig het rekeningstelsel dat het Bestuur bezorgt.

§ 2. Wanneer het Bestuur tot de vaststelling komt dat de balans van het Centrum overgedragen tekorten bevat, kan het Bestuur het Centrum verplichten de balans opnieuw in evenwicht te brengen dank zij een aanzuiveringsplan opgemaakt in het kader van de programma-overeenkomst, ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister. Ingeval dit plan wordt afgewezen of indien deze programma-overeenkomst niet wordt nageleefd, legt het Bestuur aan de Minister het voorstel tot schorsing van de toekenning van de regelmatige toelage, tot declassering of tot intrekking van de erkenning voor.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 15. Het besluit van 13 juli 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de procedure voor de toekenning of de intrekking van de erkenning alsook van de procedure betreffende de rangschikking in categorieën en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, wordt opgeheven.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 22 juli 1996.

Brussel, 22 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

Bijlage

Criteriarooster voor de rangschikking van de culturele centra

Inleiding

Al de criteria dienen te worden geëvalueerd in het licht van de artikelen 2, 3 en 26 van het decreet en steunen, onder meer, op de bepalingen van de artikelen 10 en 10bis.

Opdrachten van de artikelen 2 en 3 :

- zorgen voor de socio-culturele ontwikkeling van een bepaald grondgebied om de culturele democratie te bevorderen;
- d.w.z. het geheel van de activiteiten die tot doel hebben culturele projecten en projecten voor communautaire ontwikkeling te verwezenlijken die rusten op de actieve deelneming van een zo hoog mogelijk aantal mensen;
- met een speciale aandacht voor kansarme mensen.

Voor de lokale culturele centra zal men daarenboven rekening houden met artikel 6 van het decreet.

Voor de regionale culturele centra, met de artikelen 7, 8 en 9 van het decreet.

Om het geheel van de actie van het cultureel centrum te evalueren zal men rekening houden met de prioritaire specifieke leidraden van het programma bepaald bij de programma-overeenkomst en met een beschrijving van het socio-cultureel milieu van het in acht genomen grondgebied, bedoeld in artikel 12 van het decreet om een verband te leggen tussen de bedoeling en de werkelijkheid van het milieu en de verwezenlijkingen.

Voor zover de programma-overeenkomst over vier jaar zal worden uitgevoerd, zal men, als kwalitatief criterium, rekening houden met het vermogen van het cultureel centrum om doelstellingen op middellange termijn te programmeren.

Aanvullend bij de samengevoegde bijdrage van de overheid zal het cultureel centrum geëvalueerd worden op zijn vermogen tot autonomie en dus op zijn streven naar eigen middelen.

De criteria van onderhavige rooster dienen niet autonoom in acht te worden genomen; zij dienen te worden geïnterpreteerd als "niveau"-aanwijzers. Zij dienen gecombineerd te worden en globaal in aanmerking te worden genomen om een project tot culturele ontwikkeling van een bevolking op een grondgebied te evalueren.

Een ander bestanddeel van kwalitatief criterium zijn de evaluatie-aanwijzers die het cultureel centrum hanteert.

In principe dienen de culturele centra al de opdrachten te vervullen die bepaald zijn in het decreet met specificiteiten die voortvloeien uit de analyse van het milieu en de collectieve prioriteiten van de indieners van het project.

Criteria	Lokale culturele centra - categorieën			
	4	3	2	1**
Opdrachten en activiteiten	Hulpverlening Dienstverlening	Terbeschikkingstelling van materiaal en lokalen.	Terbeschikkingstelling van materiaal en lokalen. Technische hulp.	Terbeschikkingstelling van efficiënte diensten en technische instrumenten, m.i.v. de vorming van het vakpersoneel. Info-dienst. Verscheidene uitgeruste lokalen.
	Verspreiding Herwaardering van het patrimonium	Gelegenheidsprogramma van werkenverspreiding.	Regelmatig programma van werkenverspreiding voor verscheidene soorten van gedifferentieerd publiek. Promotionele animatie.	Omvangrijk programma van verspreiding van kwaliteitswerken. Opening naar de hedendaagse kunst* Pedagogische van de toegang tot de werken.
	Perm. Opv. Identiteiten Vorming.	Organisatie van info-activiteit	Organisatie van gestructureerde info-activiteiten m.b.t. problemen betreffende bevolkingsgroepen	Idem +. Vormingsacties ontwikkeld met groepen met doelstellingen. Info-acties → bewustwording en verantwoordelijke burgerschap
	Creatie	Hulpverlening aan amateurgroepen met het oog op de verbetering van hun prestaties	Idem + Onthaal van creatiegroepen	Creatie van werken met professionele waarde of onthaal van professionele creatiegroepen + amateurs Creatie: voleindiging van een actie en/of in correlatie met de specifieke context.
	Creativiteit en expressie Activiteiten op het gebied van maatschappelijke contacten m.b.t. de criteria: creativiteit en communicatie.	Vrijtijdsactiviteiten met als doel de verbetering voor de verscheidene soorten van publiek	Idem, maar m.i.v. projektelementen	
	Communicatie Promotie	Schriftelijk Promotie van de activiteiten Tijdschema voor de activiteiten van de verenigingen.	Schriftelijk Idem → verschijnen op een meer regelmatige basis, professioneel qua kwaliteit, wijde verspreiding. Samenwerking met andere media's.	Schriftelijk Kwaliteitsblad voor promotie en met achtergrondartikelen samenwerking van het publiek. Productie van documentatie Audiovisueel niveau Kwaliteitsprogrammatie in co-productie.

	4	3	2	1
Co-productie partnerships deelneming	Hoe meer uitgebouwd als co-productie met verscheidene partners de activiteiten zijn, des te meer krijgen ze een hoger indexcijfer. Kwaliteit van de samenwerking met de regionale culturele centra.		Men zal gaan van de eenvoudige medewerking tot het structureren van een solidariteitsnetwerk. Idem.	
Inplanting	Inplanting Beperkte uitstraling en decentralisatie.	Gedecentraliseerd werk over de gemeente (de voormalige deelgemeenten). Gediversifieerde wijken en sociale groepen.	Idem	
Instelling deelneming en democratie	a) VZW: het pluralisme heeft niet enkel betrekking op ideologische tendensen maar tevens op sociale groepen (kansarm publiek, leeftijdscategorieën, geslacht, al dan niet vreemde afkomst) en culturele uitdrukkingwijzen (kunst, sociaal, wetenschap, enz.) Aanwezigheid in de instanties Effectieve deelneming van de leden binnen de instanties	Gedynamiseerde werking Gediversifieerde deelneming	Gediversifieerde vertegenwoordiging van de sociale groepen en regelmatige deelneming van de leden aan de vergaderingen en actieve democratie in de werking van de instanties	

	4	3	2	1
<p>b) Cultuurraad Regelmatige werking van een minimale democratische instantie (10 leden)</p> <p>groupes</p>		+ Werking van de werkgroepen		Cultuurraad open voor de personen en de groepen die deelnemen en die bevoegd zijn, samengesteld uit werkgroepen die met elkaar overleg plegen om een gemeenschappelijk programma voor te dragen.
<p>c) Democratische werking van de instanties (AV, RvB, bureau, Cr)</p> <p>Hoe meer het cultureel centrum het trefpunt is voor de instellingen (inbegrepen de schepen voor cultuur) en de verenigingen van de entiteit voor de ontwikkeling van een overlegde culturele actie, des te meer krijgt het een hoger indexcijfer toegewezen.</p> <p>Deelneming van de overige overheidsbesturen</p>	<p>Gemeente: directe subsidies Ten minste: de aanwerving van een directeur animator en de werking</p> <p>Indirekte hulp -</p> <p>Provincie: directe en indirecte subsidies</p> <p>Het geheel moet ongeveer één miljoen waard zijn.</p>	<p>Inachtneming van de toepassingsbesluiten en omzendbrieven.</p> <p>-</p> <p>Het geheel moet ten minste twee miljoen waard zijn.</p>	<p>-</p> <p>Het geheel moet ten minste drie miljoen waard zijn.</p>	<p>vier</p>
<p>Infrastructuur</p> <p>Terbeschikkingstelling van het cultureel centrum</p> <p>- Permanente lokalen</p> <p>- Lokalen prioritair ter beschikking gesteld van het CC</p> <p>- Lokalen occasioneel ter beschikking gesteld van het CC</p>	<p>Ten minste 1 bureau en 1 vergaderzaal</p>	<p>bureaus + polyvalente zalen</p>	<p>Ingerichte spektakelzaal + vergaderzalen</p> <p>werkplaatsen - bureaus</p>	

Criteria	Regionale culturele centra - categorieën		
	3	2	1
Opdrachten en activiteit en	Hulverlening Dienstverlening	Terbeschikkingstelling van efficiënte diensten en technische instrumenten, m.i.v. de vorming van het vakpersoneel Infodienst	Organisatie van een gedecentraliseerd circuit.
	Verspreiding Herwaardering van het patrimonium	Omvangrijk programma van verspreiding van kwaliteitswerken. Opening op de hedendaagse kunst * Pedagogie van de toegang tot de werken.	Organiseren van een verspreidingscircuit in partnership met LCC en de gemeenten van het arrondissement. Terbeschikkingstelling van pedagogische instrumenten en van instrumenten voor de animatie
	Perm. opv. Identiteiten Vorming	Info- en vormingsacties ontwikkeld met groepen met doelstellingen. - Bewustwording en verantwoordelijke burgerschap.	Vormingsstructuur voor de maatschappelijke en culturele verantwoordelijken van het arrondissement, georganiseerd in partnership.

Criteria	Regionale culturele centra - categorieën		
	3	2	1
Creatie	Creatie van werken met professionele waarde of onthaal van creatiegroepen + amateurs Creatie : voleindiging van een actie en/of in correlatie met de specifieke context.		
Creativiteit en expressie Activiteiten op het gebied van maatschappelijke contacten m.b.t. de criteria : creativiteit en communicatie.	Idem als voor de LCC		Logistieke hulpverlening of voor de vorming van de initiatieven inzake creativiteit.
Communicatie Promotie	Schriftelijk Kwaliteitsblad voor promotie en met achtergrond-artikel - samenwerking van het publiek. Productie van documentatie. Audiovisueel niveau kwaliteitsprogrammatie in coproductie.		Verwerking van de regionale info's en tot partnership uitgebreide verspreiding . Documentatiecentrum in partnership met de bibliotheken. Eventueel, productie van uitzendingen met de communautaire televisies.
Co-producties partnerships deelneming	Krachtens artikel 8 van het decreet, ontwikkeling van een regionaal actieproject in partnerships. Structureren van een solidariteitsnetwerk.		

	3	2	1
Inplanting	Uitstraling, decentralisatie, net : omvang.		
Instelling	<u>VZW</u> : het pluralisme heeft niet enkel betrekking op ideologische tendensen maar tevens op sociale groepen (kansarm publiek, leeftijdscategorieën, geslacht, al dan niet vreemde afkomst) en culturele uitingsvormen (kunst, sociaal, wetenschap, enz.).		
deelneming en democratie	<u>Aanwezigheid in de instanties</u>		
	Gediversifieerd pluralisme en regelmatige deelneming van de leden aan de vergadering, en democratie in de werking van de instanties . > 25% van de gemeenten van het arrondissement Cultuurraad open voor de personen en de groepen die deelnemen en die bevoegd zijn, samengesteld uit werkgroepen die met elkaar overleg plegen om een gemeenschappelijk programma voor te dragen. Democratische. Hoe meer het cultureel centrum het trefpunt is voor het overleg van de verenigingen en de culturele instellingen van de « moeder-stad » en voor de organisatie van een netwerk met de andere gemeenten en de lokale culturele centra van het arrondissement, des te gekwalificeerder zal het zijn.	> 40% van de gemeenten van het arrondissement Aanwezigheid van personen of van groepen van de gemeenten van het arrondissement.	60% < van de gemeenten Regionale structuur van de Cultuurraad.
Deelneming van de andere overheden	Gemeente : directe subsidies Inachtneming van de toepassingsbesluiten en omzendbrieven. <u>Indirekte hulp</u> Provincie : directe subsidies indirekte hulp	- - -	- -
	Het geheel van de tegemoetkomingen dient gelijk te zijn aan de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap.		
Infrastructuur	<u>Terbeschikkingstelling van het cultureel centrum</u>		
- Permanente lokalen	Ingerichte spektakelzaal + vergaderzalen werkplaatsen - bureaus		
- Lokalen prioritair ter beschikking gesteld van het CC			
- Lokalen occasioneel ter beschikking gesteld van het CC			